

# De la science à la musique classique, Israël resserre son contrôle de la culture palestinienne

26 août 2020, par Robert Swift, +972

*Ces derniers mois, on a vu Israël s'en prendre à des personnalités culturelles et à des intellectuels des territoires occupés. Des critiques estiment que ces attaques font partie d'une vaste stratégie de répression de la société civile palestinienne.*



***Rania Elias et Suhail Khoury***

Suhail Khoury et Rania Elias ont été arrêtés le mois dernier par la police de Jérusalem. Mariés, ils sont respectivement les directeurs palestiniens de la Jerusalem Society for Music Teaching and Research (Association de Jérusalem pour l'enseignement de la musique et la recherche musicale) et du centre culturel Yabous –deux institutions de Jérusalem-Est qui ont fait l'objet d'[offensives policières](#) simultanées au moment des arrestations. La police les accusait d'évasion et de fraude fiscales, mais ne leur a pas encore communiqué de chefs d'inculpation en rapport avec ces allégations.

Khoury et Elias ne sont pas les seules personnalités qui ont été ciblées par les autorités israéliennes le mois dernier. Quelques jours auparavant, l'astrophysicien palestinien Imad Barghouthi a été [interpellé](#) à un checkpoint lors d'un trajet entre l'université Al-Quds et son domicile en Cisjordanie ; il a été inculpé d'« incitation » et reste en détention. Et fin juillet, Ahmad Qatamesh, auteur et universitaire palestinien, a été libéré après [avoir été incarcéré](#) pendant sept mois sous le régime de la détention administrative, au titre duquel Israël emprisonne des personnes hors de toute procédure régulière.

Ces cas, qui n'ont rien d'unique, se rattachent à une politique plus générale d'arrestations et de mises en détention de personnalités culturelles, d'universitaires et de scientifiques palestiniens, menée par Israël depuis des décennies. Globalement, on peut rattacher ces pratiques à un vaste effort du gouvernement israélien pour affaiblir la société palestinienne en réduisant au silence et en démoralisant ses producteurs de connaissances, avec l'objectif implicite de faire en sorte qu'un seul État, une seule société –juive et sioniste – s'épanouisse en Israël-Palestine.

Alors que la "proposition de paix" mise en avant par le gouvernement des États-Unis au début de l'année demande la création d'[une sorte](#) d'État palestinien, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu n'a en fait jamais cessé [d'agir contre](#) cette possibilité. La méthode employée a consisté en grande partie à refuser aux Palestiniens les piliers fondamentaux de l'existence d'un État, notamment des frontières souveraines délimitant un territoire d'un seul tenant, et des forces armées. Mais elle implique aussi de rendre inutilisable le capital des Palestiniens dans le domaine qu'on appelle communément "soft power".

À la différence du hard power coercitif, recourant à la force ou à la corruption, le soft power reflète les capacités d'une nation à attirer des soutiens et à exercer une influence par la force de ses valeurs et par des intérêts communs. Comme l'a énoncé Joseph Nye, universitaire américain qui a [inventé cette expression](#) dans les années 1980, "aujourd'hui, à l'ère de l'information globale, la victoire dépend parfois, non pas d'une armée qui gagne, mais plutôt d'un récit qui gagne". Le terme de soft power est le plus souvent utilisé dans l'étude des relations internationales, mais on peut concevoir son usage au-delà des contraintes des [interactions État-contre-État](#), dès lors que de grandes sociétés et même des milices pratiquent des formes de soft power.

Cela n'est pas moins vrai pour les Palestiniens dépourvus d'État, qui livrent avec Israël leurs propres combats de soft power autour, notamment, des narrations historiques, du discours public et de la représentation médiatique. C'est pourquoi, tout en maintenant une des armées les plus puissantes du Moyen-Orient, Israël s'est fortement investi dans la hasbara, ou propagande, notamment en [mettant sur pied](#) un ministère des Affaires stratégiques et un réseau d'ONG alliées pour acheminer ses messages politiques et présenter l'État sous un jour positif.

**"Ils ne veulent pas que les Palestiniens soient visibles"**

Le ciblage systématique par Israël des producteurs palestiniens de connaissances et de culture, comme ceux qui ont été arrêtés le mois dernier, montre qu'il utilise aussi le hard power pour s'attaquer au soft power de l'adversaire. La police israélienne a saisi des équipements électroniques et des documents financiers au domicile et sur les lieux de travail de Suhail Khoury et Rania Elias lors de leur

arrestation, et a appréhendé un de leurs collègues. Les autorités ont accusé le couple de blanchiment d'argent et financement d'organisations terroristes, bien que des poursuites pénales n'aient pas été engagées.

S'adressant à +972, Khoury s'est dit préoccupé par la gravité des allégations policières, qui sont, selon lui, "de totales absurdités, dépourvues de tout fondement". Il a ajouté que ni lui ni sa femme ne s'occupent de politique ou ne sont affiliés à une organisation politique. Mardi [25 août], un juge israélien a donné à la police l'ordre de restituer les ordinateurs du couple dans un délai d'une semaine. Ni Khoury ni Elias ne sont sous le coup d'une inculpation.

La Jerusalem Society for Music a déjà subi des pressions israéliennes, explique Khoury, le plus souvent sous forme de restrictions à la liberté de mouvement des membres de l'orchestre ou de musiciens invités ; dans certains cas, des autorisations de voyage demandées depuis des mois par l'institut en prévision d'un concert sont arrivées après la représentation. La police de Jérusalem a également interrompu et empêché des événements ayant lieu au centre Yabous, souvent, dit-il, sous prétexte qu'ils étaient liés à l'Autorité palestinienne.

"Il existe des tentatives constantes de la part des autorités palestiniennes [AP] de mener des activités à Jérusalem", a affirmé un porte-parole de la police israélienne en réponse à des questions de +972. "Les policiers continuent à empêcher cela de se produire, y compris au cours des derniers mois de COVID-19."

Ces activités de l'AP se sont progressivement accrues, a

poursuivi le porte-parole, ajoutant que Khoury et Elias avaient été appréhendés pour suspicion d'évasion et de fraude fiscales. En vertu des règlements issus des accords d'Oslo, il est interdit à l'AP d'agir à Jérusalem-Est, ce territoire étant administré par Israël (après avoir conquis en 1967 la partie Est de la ville, Israël a officiellement annexé le territoire par une Loi fondamentale de 1980).

Khoury, quant à lui, raille la suggestion de malversations financières, soulignant que son organisation ainsi que le centre Yabous font l'objet d'audits effectués respectivement par [Deloitte](#) et [PricewaterhouseCoopers](#) (PwC), grandes entreprises d'audit et de conseil multinationales. En réalité, pense-t-il, il commet le crime d'aimer son pays et Beethoven. "Ils ne veulent pas que les Palestiniens soient visibles aux yeux du monde ; il est difficile de déshumaniser des gens qui jouent de la musique classique", dit-il.

## **L'innovation comme pouvoir**

La culture et les récits qui se développent autour d'elle ne sont qu'une forme de soft power ; l'innovation technologique menée par les scientifiques d'une nation en est une autre. Israël fournit un bon exemple de ce phénomène : c'est réellement une superpuissance dans le monde des entreprises de haute technologie, d'une force sans rapport avec sa taille, des sociétés prestigieuses [comme Waze](#) devenant des noms communs à l'échelle mondiale.

La comparaison des économies israélienne et palestinienne illustre de façon saisissante le degré auquel l'occupation empêche activement cette dernière de réaliser le même potentiel, dit Mario Martone, un des cofondateurs

de [Scientists for Palestine](#), une organisation qui œuvre pour que les universitaires palestiniens s'intègrent à la communauté scientifique internationale.

Ce sont deux petites nations, mais l'une des deux seulement bénéficie de gains économiques énormes grâce aux innovations de ses universitaires, explique-t-il. La libre circulation locale et internationale – refusée aux Palestiniens – et les collaborations qui en découlent constituent un élément essentiel de la croissance universitaire.

Une des raisons de la réussite d'Israël, souligne Martone, réside dans ses forts réseaux internationaux, particulièrement avec des institutions des États-Unis et d'Europe, Israël bénéficiant avec cette dernière de larges possibilités d'accès dans le cadre du programme [Horizon 2020](#). "Si l'ensemble des réseaux et des financements d'Israël était supprimé, il perdrait aussi toute sa science. Il aurait de nombreux talents qui n'iraient nulle part, comme la Palestine aujourd'hui", assure-t-il.

Cette inhibition du talent est manifeste dans le cas d'Imad Barghouti, astrophysicien renommé qui a travaillé sur des projets en lien avec la NASA. Au lieu de se préparer à faire cours à ses étudiants pendant le semestre à venir, il est actuellement pris au piège de la détention, dénonce Martone.

L'acte d'accusation émis le 2 août contre Barghouti, qui avait déjà été placé en détention administrative en 2014 et en 2016, le met en cause pour incitation et soutien à des organisations hostiles à Israël. Il fournit comme éléments de preuve une déclaration qu'aurait faite Barghouti en hommage à un membre de sa famille impliqué en 2001 dans l'attentat contre le

restaurant Sbarro, qui a fait 15 morts et plus d'une centaine de blessés, ainsi que des images de drapeaux du Hamas publiées sur Facebook.

Comme +972 l'a rapporté antérieurement, alors qu'Israël rencontre tous les ans un grand nombre de [cas d'incitation](#), dans la plupart des cas, les autorités appliquent les lois – de façon parfois très douteuse – principalement quand les auteurs de ces actes [sont des Arabes](#).

### **Pas de symbole d'autodétermination**

L'incarcération sans inculpation ni jugement, sous le prétexte que l'on représente une menace contre Israël, n'est pas une rareté pour les universitaires palestiniens. Outre l'auteur Ahmad Qatamesh, qui a passé au total cinq ans et demi en détention administrative, Ubai Aboudi, chercheur et citoyen américain, a subi une [incarcération similaire](#) l'an dernier, et à ce jour n'a pas été libéré.

La détention administrative pourrait se justifier dans certains cas exceptionnels, par exemple pour prévenir un crime spécifique qu'un individu pourrait, selon les autorités, avoir l'intention de commettre dans un futur proche, explique Jessica Montell, directrice exécutive de HaMoked : Centre pour la défense de l'individu. Mais ce n'est pas de cette façon qu'Israël utilise cette procédure : 335 Palestiniens sont actuellement détenus sans jugement, dans certains cas pour une durée définie à l'avance, ce qui semble sans rapport avec des renseignements spécifiques les concernant.

De nombreuses détentions administratives sont confirmées sur



la base de rapports de l'armée israélienne qui sont communiqués aux juges, mais auxquels les accusés et leur équipe juridique n'ont pas accès. "Nous soupçonnons que les gens sont détenus pour avoir organisé des actions non violentes, mais nous n'en savons rien parce que leur condamnation repose sur des informations secrètes", dit Montell.

Il est à craindre que les arrestations de Khoury, d'Elias, de Barghouti, et de bien d'autres soient sans rapport avec de véritables raisons de sécurité, mais relèvent plutôt d'une volonté d'étouffer l'épanouissement culturel palestinien. Comme d'autres régimes, Israël sait que le contrôle des intellectuels d'une nation ouvre la voie au contrôle de toute sa population. Ses méthodes pour y parvenir – et notamment la criminalisation, les accusations de terrorisme, et la détention administrative– sont peut-être moins brutales que celles de certains régimes autoritaires ailleurs dans le monde, mais elles sont guidées par le même objectif répressif.

Les associations étudiantes, les syndicats de travailleurs, les organisations humanitaires et les partis politiques ont tous été salis par des accusations de liens avec le terrorisme portées arbitrairement par Israël, explique Sahar Francis, directrice de l'ONG Addameer qui défend les droits des prisonniers palestiniens. L'occupation a pour composante centrale, pratiquée depuis de longues années, la délégitimation de la société civile palestinienne, dit-elle.

Cette stratégie, poursuit Francis, consiste à affirmer de façon persistante qu'un individu ou une institution est en relation avec une organisation illégale comme le Hamas ou le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), parce qu'il serait excessif d'attaquer directement des centres

culturels importants comme Yabous. Cependant, l'objectif reste clair : l'affaiblissement de la société civile palestinienne et du soft power qu'elle pourrait susciter en faveur de sa cause.

“Ils ne veulent d'aucune activité palestinienne dans l'Est de Jérusalem qui reflèterait le moindre symbole d'autodétermination, qu'il soit sociétal ou civil”, souligne Francis.

*Les porte-paroles du Coordonnateur des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT) et de l'armée israélienne n'ont pas souhaité s'exprimer, ou n'ont pas répondu immédiatement aux questions en rapport avec le sujet de cet article.*

*Robert Swift est un journaliste et écrivain écossais indépendant, basé à Jérusalem. Son travail se centre sur la technologie, la politique au Moyen-Orient, et les questions militaires et de sécurité.*

Source: [+972](#)

Traduction: SM pour l'Agence Média Palestine